



# Brèves hebdomadaires du Service économique régional de Pékin

Retrouvez [ici](#) nos publications régulières  
Abonnez-vous par [courriel](#)



## SOMMAIRE

### CHINE CONTINENTALE

#### CONJONCTURE ([ici](#))

**Finances publiques** : les recettes publiques sont en baisse de -3,9% en 2020

#### BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

**Politique monétaire** : la PBoC a retiré au total 550 Mds RMB de liquidité nette cette semaine, induisant des tensions sur les taux d'intérêt interbancaires

**Réglementation** : la PBoC publie de nouvelles réglementations relatives à la conservation des fonds de réserve des clients des établissements de paiement non bancaires

**Marché à terme** : la CSRC a donné son feu vert à la création de la Guangzhou Futures Exchange

**Endettement** : la Chine pourrait interdire aux gouvernements locaux à haut endettement et à haut risque de contracter de nouveaux emprunts

**Banques** : la PBoC et la CBIRC ont approuvé l'émission d'obligations perpétuelles convertibles par deux banques locales

#### ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

**Relations US – Chine** : le gouvernement Biden retarde une mesure prise par le président Trump interdisant les investissements dans certaines entreprises chinoises

**Commerce** : la Chine et la Nouvelle-Zélande ont signé un accord approfondi de libre-échange

**IDE** : La Chine est devenue le premier pays récipiendaire d'IDE en 2020 d'après les Nations-Unies

#### INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

**Diplomatie** : l'Inde interdit 59 applications chinoises dont TikTok et WeChat

**Politique industrielle** : des investissements dans les « nouvelles infrastructures »

**Politique industrielle** : l'accent est mis sur l'innovation

**Télécommunications** : vers une possible initiative « Open RAN » pour le développement de la 5G en Europe

**Propriété intellectuelle** : la Chine annonce la fin des subventions au dépôt de brevets pour 2025

## **DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS** ([ici](#))

**Transport aérien** : nouvel an chinois morose pour les compagnies aériennes

**Energie** : les énergies renouvelables ont constitué la majorité des investissements énergétiques de la Chine dans le cadre de BRI en 2020, avec une forte baisse du volume total liée à la pandémie

**Traitement des eaux** : Suez annonce la signature de 266 millions d'euros de nouveaux contrats avec la Chine

**Aéronautique** : COMAC espère une certification du C919 cette année

**Transport aérien** : chiffres clefs 2020 du marché des services aériens en Chine

**Aéroports** : chiffres clefs 2020 du secteur en Chine

**Pollution**: Pékin dévoile un plan pour réduire la pollution atmosphérique de la capitale d'ici 2025

## **ACTUALITES REGIONALES** ([ici](#))

**Shanghai** : forte croissance du revenus des industries "online" en 2020

**Zhejiang** : le PIB de 2020 atteint 6461 Mds CNY, +3,6 % de croissance

**Sud-ouest** : Croissance nettement au-dessus de la moyenne nationale en 2020, particulièrement au Guizhou.

## **HONG KONG ET MACAO** ([ici](#))

**Plainte de Hong Kong à l'OMC contre les Etats-Unis** : Hong Kong a déposé le 25 janvier auprès de l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC sa 1<sup>ère</sup> demande d'établissement d'un groupe spécial dans le cadre de la plainte déposée le 30 octobre à l'encontre des Etats-Unis

**Commerce extérieur** : les exportations reculent en 2020 de -1,5% et les importations de -3,3%

**Finance verte** : préparation d'une nouvelle émission d'obligations vertes par le gouvernement de Hong Kong

**Secteur aérien** : les équipages basés à Hong Kong devraient être soumis en février à une quarantaine en hôtel désigné puis une semaine de surveillance. Cathay a indiqué que cette mesure si elle est confirmée entrainerait une contraction supplémentaire de ses vols passagers de 60% et de ses vols cargos de 25%.

**Smart City** : le français Flowbird et Hong Kong Telecom déploient à Hong une solution de parking intelligent

**Guide Michelin** : la 13ème édition du Guide Michelin 2021 pour Hong Kong et Macao a récompensé 69 restaurants à Hong Kong et 18 à Macao

**Casinos** : le Londoner Macao, nouveau complexe hôtelier du groupe américain Sands ouvrira le 8 février 2021

## **TAIWAN** ([ici](#))

**TIER** : le think tank taiwanais prévoit une croissance de 4,3% pour Taïwan en 2021

**Commerce de détail** : *les ventes en ligne ont fortement progressé en 2020*

**Semi-conducteurs** : *MediaTek dévoile ses dernières puces 5G*

**Scooter électrique** : *le gouvernement annonce de nouvelles subventions*

## **MONGOLIE** ([ici](#))

**COVID19 et PME**s : *la BERD et la Banque de Mongolie annoncent la mise en place d'un mécanisme de swap dollar-tugrik pour soutenir les entreprises touchées par le virus*

**Power of Siberia 2** : *lancement des travaux de conception et de design en Mongolie*

## CONJONCTURE

### Finances publiques : les recettes publiques sont en baisse de -3,9% en 2020

En 2020, les recettes publiques sont en baisse de -3,9%, après avoir augmenté de +3,8% en 2019. Cette contraction est principalement imputable aux retombées économiques du Covid-19. Les recettes fiscales enregistrent un recul de -2,3% contre +1% en 2019, alors que les recettes non-fiscales affichent une forte contraction de -11,7% contre +20,2% en 2019. Il convient de noter que les droits de timbre et les impôts sur la propriété immobilière (droits de mutation) sont les seuls segments à enregistrer des croissances positives en 2020 en raison du dynamisme du marché boursier et du marché immobilier. En 2020, les dépenses publiques ont augmenté de +2,8% contre +8,1% en 2019. Les dépenses ont particulièrement augmenté dans les domaines de la sécurité sociale et de l'emploi (+10,9% contre +9,3% en 2019) et de la santé (+15,2% contre +10% en 2019), alors que les dépenses au développement des communautés urbaines et rurales et les dépenses à la protection environnementale ont reculé respectivement de -20% et -14,1%. Il convient de noter que les dépenses publiques ne comprennent pas les fonds investis dans des projets rentables par le gouvernement, par exemple les *local government financing vehicles (LGFV)*.

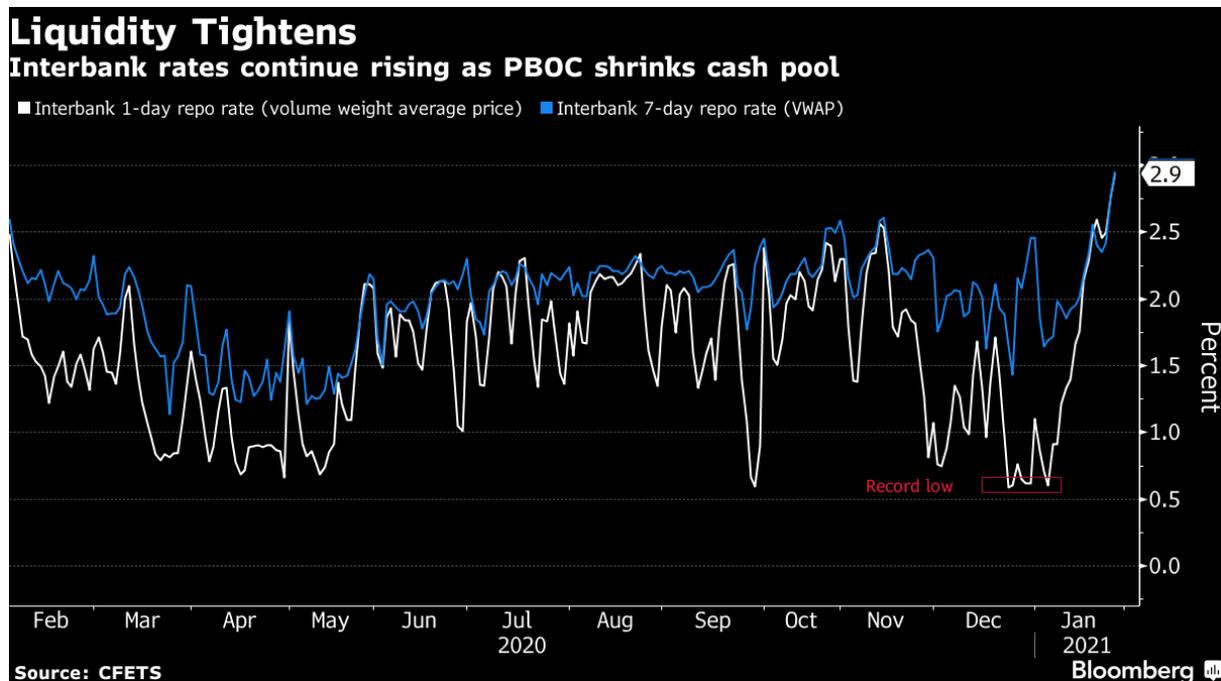
En 2020, les collectivités ont émis au total 4553 Mds RMB d'obligations locales, dont 3602 Mds RMB de *special purpose bonds* (le quota de SPB pour l'année 2020 a été porté à 3750 Mds RMB, contre 3080 Mds RMB en 2019) à un taux d'intérêt moyen de 3,44% pour une maturité moyenne de 14,6 ans. A fin 2019, l'encours des obligations locales s'établissait à 25662 Mds RMB, dans les limites approuvées de 28807 Mds RMB pour l'année 2020.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## BANQUE ET FINANCE

**Politique monétaire : la PBoC a retiré au total 550 Mds RMB de liquidité nette cette semaine, induisant des tensions sur les taux d'intérêt interbancaires**

Cette semaine, la PBoC a effectué cinq opérations consécutives de *7-days reverse repo* pour un montant total de 384 Mds RMB, à un taux d'intérêt inchangé de 2,20% ; néanmoins, compte tenu de l'arrivée à échéance des opérations précédentes, les opérations de la PBoC se sont traduites par un retrait net de liquidité de 550 Mds RMB. Le caractère particulièrement inhabituel, deux semaines avant le Nouvel An chinois, de ce qui pouvait être interprété comme un signal de resserrement de la politique monétaire, a accentué les tensions sur les taux d'intérêt interbancaires : le Shibor à 1 jour a fortement augmenté à 3,28% le 29 janvier, soit son niveau le plus haut depuis mars 2015 ; le Shibor à 7 jours s'est élevé à 3,07% le 29 janvier, battant un record remontant à avril 2015. Le marché boursier a également fait l'objet de dégagements cette semaine : CSI300 : -4,89%, ChiNext : -6,82%, Star Market : -4,20%.



Cependant, ces tensions sur les taux d'intérêt à court terme ne doivent pas être interprétées comme un signal de resserrement de la politique monétaire. Comme l'a déclaré le gouverneur Yi Gang, signalant ainsi le maintien de la politique actuelle de la banque centrale la PBoC cherchera à trouver un équilibre entre le soutien à la croissance économique et la réduction des risques émergents. Le gouverneur Yi a déclaré également que le ratio dette / PIB du pays avait nettement augmenté, de 20 points de pourcentage par rapport à 2019, à environ 280% à fin 2020, d'où son souhait de stabiliser ce niveau d'endettement par rapport au PIB en 2021. La PBoC ne devrait donc pas remettre en cause « prématurément » l'orientation de sa politique monétaire tout en souhaitant maîtriser les risques d'endettement.

**Réglementation : la PBoC publie de nouvelles réglementations relatives à la conservation des fonds de réserve des clients des établissements de paiement non bancaires**

Le 22 janvier 2021, la PBoC a publié les *Mesures de conservation des fonds de réserve des clients des établissements de paiement non bancaires*, qui ont été adoptées le 15 décembre 2020 lors d'une réunion interne de la PBoC et devront être mises en application à compter du 1<sup>er</sup> mars 2021. Le texte précise les règles relatives au transfert, au dépôt et à l'utilisation des fonds de réserve des établissements non bancaires vers la PBoC, répondant selon la banque centrale à 3 objectifs : protéger les droits des clients (consommateurs des services des plateformes de paiement), favoriser le développement sain de l'industrie des paiements et renforcer la stabilité du système financier. Ces réglementations renforcent les *Mesures de conservation des fonds de réserve des clients des établissements de paiement*, datant de juin 2013.

Pour rappel, la PBoC avait publié en amont, mercredi 20 janvier, un projet de loi visant à instaurer de nouvelles réglementations sur les activités des établissements de paiement non bancaires. Ces derniers (nommés « établissements » dans la brève) y avaient été définis comme des entreprises ayant obtenu des licences de société de paiement et répondant à deux critères : (1) elles traitent des transactions financières et (2) elles mettent à disposition de leurs clients des portefeuilles électroniques. Il s'agit en réalité des plateformes de services de paiements telles AliPay et TenPay.

La PBoC établit tout d'abord les définitions suivantes :

- Les fonds de réserve désignent les montants prépayés détenus temporairement par les établissements de paiement non bancaires dans le cadre des services de paiement qu'ils opèrent pour le compte des utilisateurs.
- Les comptes de dépôt centralisés font référence à des comptes ouverts par les établissements de paiement non bancaires auprès de la PBoC pour le dépôt des fonds de réserve issus des opérations régulières de leurs clients.
- Les banques de réserve font référence aux institutions financières nationales répondant à une série de critères et auprès desquelles les établissements devront déposer les fonds de réserve résultant des transactions de type cartes prépayées ou paiements transfrontaliers en RMB.
- Les comptes de dépôt spéciaux au sein des banques de réserve sont des comptes ouverts par les établissements pour le dépôt des fonds de réserve issus des transactions de cartes prépayées et des opérations de paiements transfrontaliers en RMB.

Selon les nouvelles mesures :

- Les établissements doivent ouvrir un compte de dépôt centralisé auprès de la PBoC (amendement aux réglementations de 2013, mis en place depuis le 14 janvier 2019, et intégré au nouveau texte de Loi). Les fonds de réserve transitant par les systèmes des établissements doivent être directement et en totalité déposés sur ces comptes, à chaque fin de journée. Ils ne peuvent être utilisés pour des opérations financières autres que celles confiées par les clients des établissements. Les transferts des fonds sont effectués par des institutions de compensation, qui seront en charge de la surveillance du dépôt, de l'utilisation et des transferts vers les comptes de dépôt centralisés des fonds de réserve. A ce stade, peu d'informations sur la nature de ces institutions sont précisées. L'établissement communique à l'institution de compensation l'ensemble des données relatives à la transaction financière (ie. les instructions de paiement, émetteur et récepteur) et gère le transfert de fonds en temps opportun une fois les informations vérifiées. Ils doivent conserver l'ensemble des données relatives aux transactions pendant une durée de 5 ans. De tels intermédiaires sont engagés dans la protection des droits et intérêts légaux des clients des établissements de paiement non bancaires.

- Pour les établissements de paiement non bancaires opérant des activités d'émission et d'acceptation de « cartes prépayées » (ie. des « enveloppes » d'un montant prédéfini pouvant être offertes à un tiers pour effectuer des dépenses selon les modalités prévues par la carte), les institutions de compensation habilitées supervisent similairement le dépôt, l'utilisation et le transfert des fonds de réserve, mais vers un compte de dépôt spécial, au sein d'une banque dite « de réserve » habilitée (rôle endossé par les banques commerciales traditionnelles).
- Pour les services de paiements transfrontaliers en RMB, les établissements de paiement non bancaires peuvent également choisir une banque de réserve au sein de laquelle ils établissent un compte de dépôt spécial, utilisé uniquement pour les services de paiements et de règlements transfrontaliers en RMB.

Pour les trois types de transactions, les établissements peuvent choisir plusieurs institutions de compensation pour exécuter les transferts. Cependant les mesures stipulent qu'ils doivent sélectionner une institution de compensation unique comme principal établissement de supervision de l'ensemble de leurs fonds de réserve. Les autres institutions de compensation et les banques de réserve coopèrent avec celle-ci pour mettre en œuvre la surveillance des réserves.

La PBoC et ses succursales supervisent les activités commerciales du dépositaire des fonds de réserve et peuvent effectuer des inspections. Elles ont accès aux informations liées aux transactions, aux traitements comptables et à tout fichier pertinent des établissements de paiement non bancaires, des institutions de compensation et/ou des banques commerciales. Des sanctions sont prévues en cas de violations des réglementations. Ainsi, la PBoC et ses succursales pourront ordonner l'arrêt des activités de tout établissement détournant les fonds de réserve par des activités illégales ou déguisées. Tout refus, entrave ou obstruction d'un établissement dans la mise en œuvre d'une enquête d'inspection de la PBoC pourra également être puni.

Par rapport à la précédente législation de 2013, les mesures :

- couvrent les transactions de type cartes prépayées et paiements transfrontaliers en RMB (pour lesquelles les procédures n'étaient pas précisées précédemment) ;
- précisent le système de comptes de dépôt et les procédures opérationnelles de transferts ;
- intègrent les institutions de compensation en « intermédiaires » des transferts, et en charge de la supervision des transferts ;
- détaillent les sanctions mises en œuvre en cas de non-respect des réglementations.

Pour rappel, conformément aux réglementations établies en juin 2018, la centralisation de 100% des fonds de réserve des établissements de paiement non bancaires vers des comptes auprès de la PBoC avait déjà été effectuée au 14 janvier 2019 (ce ratio ayant progressivement été relevé, passant de 20% initialement à 50% à partir d'avril 2018). Avant la mise en place de ces régulations, les établissements de paiement non bancaires pouvaient procéder à des opérations de placement et d'investissement avec ces fonds disponibles. En 2018, AliPay et TenPay détenaient environ 1000 Mds RMB de fonds de réserve (soit 90% des fonds de réserve de tous les établissements de paiement non bancaires).

Le texte prévoit une période de transition de 6 mois à l'issue de laquelle les établissements devront se conformer aux nouvelles exigences et procédures.

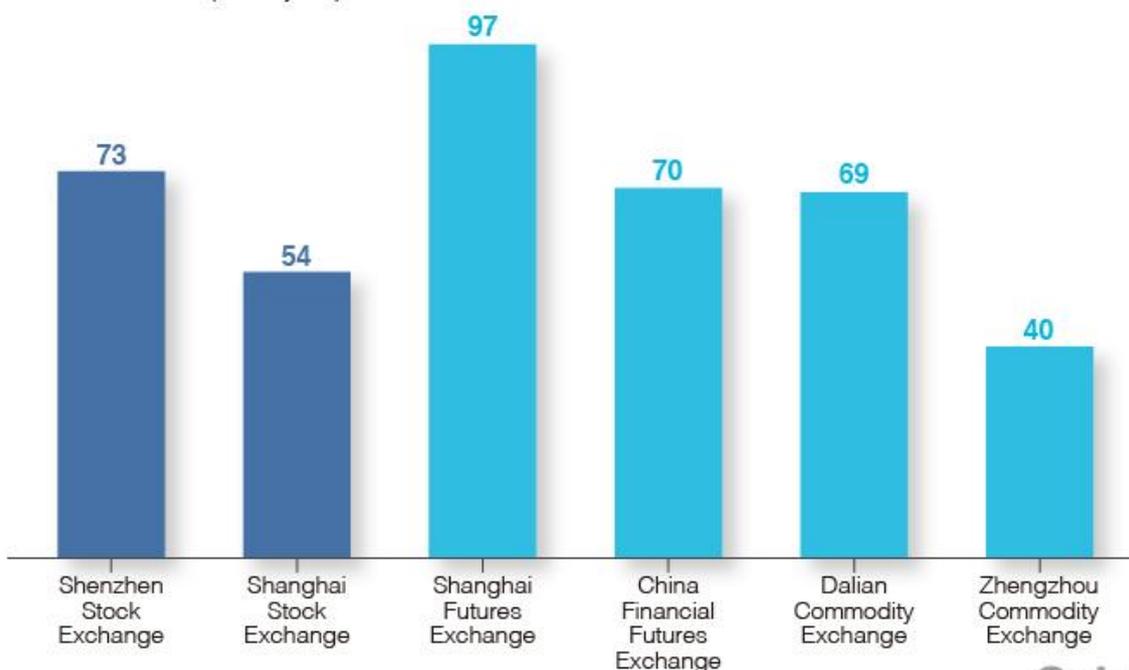
**Marché à terme : la CSRC a donné son feu vert à la création de la *Guangzhou Futures Exchange***

Le 22 janvier, dans le sillage du groupe de travail préparatoire initié en octobre 2020, le régulateur des valeurs mobilières (CSRC) a donné son feu vert à la création de la *Guangzhou Futures Exchange*, dont le lancement constituera la première initiative en la matière depuis 14 ans. Ce marché à terme sera la première bourse du pays à être gérée comme une entreprise, avec quelques actionnaires privés et permettra de négocier des contrats à terme sur le carbone et d'autres instruments financiers liés aux actifs verts. Hu Zheng, qui dirige maintenant le groupe de travail préparatoire de la *Guangzhou Futures Exchange*, en sera le président. Hu est également président de la *China Financial Futures Exchange* (CFFEX). Zhu Lihong, chef adjoint du groupe de travail préparatoire et directeur général adjoint de la *Dalian Commodity Exchange*, sera le directeur général de la *Guangzhou Futures Exchange*. Pour mémoire, le projet de Grande baie (*Greater Bay Area*), couvrant le Guangdong-Hong Kong-Macao, publié en février 2019 comprenait un plan visant à mettre en place un marché à terme à Canton spécialisé notamment dans l'échange de contrats à terme sur les émissions de carbone. Toutefois, le lancement des contrats à terme sur les émissions de carbone devrait être probablement reporté, le marché n'étant pas jugé suffisamment mature par le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement.

Jusqu'à présent, la Chine continentale disposait de deux bourses de valeurs mobilières et de quatre marchés à terme, à but non lucratif sous la supervision de la CSRC. Cinq des bourses fonctionnent dans le cadre d'un système d'adhésion, dans lequel elles facturent des frais aux membres, tandis que le CFFEX a été constitué en société et est financé par les cinq autres bourses.

**Chinese Exchanges' Business in 2019**

Trade volume in 2019 (trillion yuan)



Sources: China Futures Association, exchanges

Caixin

**Endettement : la Chine pourrait interdire aux gouvernements locaux à haut endettement et à haut risque de contracter de nouveaux emprunts**

Les régulateurs chinois examinent les véhicules de financement des collectivités locales (*local government financing vehicles, LGFV*) et interdiront à ceux qui présentent un risque potentiel

relativement élevé d'émettre de nouvelles dettes à moins que ce ne soit pour rembourser une ancienne dette. Les directives s'appliqueront dans un premier temps aux LGFV cotés sur deux bourses et devraient éventuellement s'appliquer également au marché des obligations interbancaires. Le marché des obligations interbancaires n'a pas mis en œuvre les nouvelles directives principalement en raison de l'impact d'une série de défauts de paiement par des entreprises publiques. Le ministère des Finances n'a pas encore rendu publics les critères d'évaluation. Selon Caixin, les gouvernements locaux dont la dette totale est inférieure à 120% de leurs recettes fiscales sont évalués comme des régions dans le vert, tandis que celles supérieures à 300% sont classées comme des régions dans le rouge.

En juillet 2019, le ministère des Finances, la banque centrale, la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC), le régulateur des banques et des assurances et le régulateur des valeurs mobilières ont publié conjointement un document de directives sur la façon dont les LGFV peuvent contracter de nouveaux emprunts pour rembourser l'ancienne dette ou reconduire de nouvelles dettes. Il n'y a pas eu de données officielles sur la dette cachée des gouvernements locaux, mais certains instituts de recherche ont estimé que ces passifs non officiels de la plupart des provinces pourraient être plus de deux fois supérieurs à leurs emprunts officiels, qui s'élevaient à près de 18400 Mds RMB (2680 Mds USD) à fin 2018.

#### **Banques : la PBoC et la CBIRC ont approuvé l'émission d'obligations perpétuelles convertibles par deux banques locales**

La PBoC et le régulateur des banques et des assurances (CBIRC) ont approuvé l'émission d'obligations perpétuelles convertibles par deux banques locales - *Zhejiang Chouzhou Commercial Bank Co. Ltd.* (3 Mds RMB de quota) et *Ningbo Commerce Bank Co. Ltd.* (1,5 Md RMB de quota). Le 20 janvier, *Ningbo Commerce Bank* a donc émis une obligation perpétuelle convertible d'une valeur de 500M RMB (77,2M USD), à un taux de coupon de 4,8%. Les obligations perpétuelles convertibles permettent aux investisseurs de convertir la dette en actions si un événement de crédit se déclenche, alors que les obligations perpétuelles émises antérieurement, sans la clause optionnelle de conversion en action, feront l'objet d'une dépréciation (*write-down*) si un événement de crédit se produit.

La décision des régulateurs est intervenue lorsque les banques du pays continuent d'augmenter leurs passifs pour reconstituer leurs capitaux. A partir de la fin 2018, les régulateurs chinois ont encouragé les banques à émettre des obligations perpétuelles - obligations sans maturité fixe et qui peuvent verser des intérêts à perpétuité-, pour reconstituer leur capital et respecter les ratios d'adéquation des fonds propres minimaux requis. La BOC a été la première banque à réaliser une émission de cette nature, pour un montant de 40 Mds RMB (5,8 Mds USD) en janvier 2019. Afin d'encourager le développement et la liquidité du marché des obligations perpétuelles émises par les banques commerciales, la PBoC a lancé le marché des *Central Bank Bills Swap (CBS)* en février 2019, permettant aux banques qualifiées d'échanger temporairement leurs obligations perpétuelles contre des billets de la PBoC. A fin septembre 2020, la PBoC a lancé au total 78 Mds RMB de CBS alors que les banques ont émis au total 598,5 Mds RMB d'obligations perpétuelles (les quatre grandes banques commerciales d'État : 300 Mds RMB, représentant 50% ; les 6 joint-stock banques : 215 Mds RMB, 36% ; les 18 banques urbaines : 75,5 Mds RMB, 13% ; les banques rurales et les banques privées : 8 Mds RMB, 1%).

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

### **Relations US – Chine : le gouvernement Biden retarde une mesure prise par le président Trump interdisant les investissements dans certaines entreprises chinoises**

En novembre, Donald Trump a publié un décret interdisant aux américains d'investir dans des entreprises chinoises figurant sur une liste noire du Pentagone des groupes susceptibles de menacer la sécurité des Etats-Unis. L'administration Trump avait fixé au 28 janvier la date limite pour l'entrée en vigueur de l'interdiction ([Voir les brèves de la semaine du 23 novembre 2020](#)).

44 sociétés ont été désignées dans la liste noire du Pentagone avant la fin du mandat de Donald Trump, dont le géant pétrolier China National Offshore Oil Corporation (CNOOC), l'avionneur COMAC, le premier fabricant chinois de puces électroniques SMIC ou encore le fabricant de produits électroniques Xiaomi ([Voir les brèves de la semaine du 11 janvier 2020](#)).

Le 28 janvier, l'*Office of Foreign Assets Control* (OFAC), une branche du département du Trésor américain, [a délivré une licence générale](#) prolongeant le délai imparti aux ressortissants américains pour cesser les transactions avec les sociétés ayant un nom similaires à celles de la liste noire du Pentagone. La date qui avait été initialement fixée au 28 janvier est maintenant prolongée jusqu'au 27 mai. La licence ne s'applique néanmoins pas à CNOOC, China Mobile, China Telecom et China Unicom ainsi qu'à leurs filiales.

### **Commerce : La Chine et la Nouvelle-Zélande ont signé un accord approfondi de libre-échange**

Le 26 janvier 2021, la Chine et la Nouvelle-Zélande ont signé un « accord approfondi » de libre-échange. Le premier ALE entre ces deux pays, qui a été signé en avril 2008, est entré en vigueur en octobre de la même année. Les deux pays ont débuté les négociations d'un ALE approfondi en novembre 2016, dont la conclusion politique a été actée en novembre 2019.

Selon cet accord approfondi, aucun droit de douane ne s'appliquera à l'ensemble des exportations chinoises à destination de la Nouvelle-Zélande, et à 97 % des exportations néo-zélandaises vers la Chine.

La Nouvelle-Zélande s'engage à élargir l'ouverture des services juridiques, de l'ingénierie, et du conseil aux entreprises chinoises ; alors que la Chine a pris des engagements dans les secteurs des services aéronautiques, de l'architecture, des services de transport maritime, et de la finance.

En termes d'investissement, la Nouvelle-Zélande a assoupli le contrôle des investissements chinois entrants, en garantissant aux investisseurs chinois le même niveau de traitement qu'aux investisseurs des Etats membres du CPTPP ; plus spécifiquement, le montant seuil pour le contrôle des investissements a été augmenté de 7,2 million USD (10 million NZD) à 72 million USD (100 million NZD) pour les investisseurs publics, et à 144,5 million USD (200 million NZD) pour les investisseurs privés.

Cet accord approfondi aborde également la mobilité des personnes, l'e-commerce et l'environnement. En particulier, le chapitre sur l'environnement prévoit que le niveau de la protection environnementale ne peut être baissé dans le but d'encourager le commerce et l'investissement.

La Chine et la Nouvelle-Zélande sont tous les deux signataires du RCEP, signé en novembre 2020.

Avant son entrée en vigueur, l'accord doit être soumis aux procédures législatives internes des deux pays.

**IDE : La Chine est devenue le premier pays récipiendaire d'IDE en 2020 d'après les Nations-Unies**

D'après la [CNUCED](#), la Chine est devenue le premier pays récipiendaire d'IDE en 2020 (163 Mds USD, +4 % en g.a.) devant les Etats-Unis (134 Mds USD, -49 %). Les flux d'IDE dans le monde ont diminué de 42 % (à 859 Mds USD).

Selon le rapport, en Chine, les IDE entrants dans les industries de haute technologie ont connu une augmentation de 11 %. Les fusions et acquisitions transfrontalières en Chine ont augmenté de 54 %, principalement dans les secteurs des TIC et de l'industrie pharmaceutique.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### **Diplomatie : l'Inde interdit 59 applications chinoises dont TikTok et WeChat**

Le ministère de l'Électronique et des Technologies de l'Information indien a rendu permanentes les [interdictions](#) prononcées en juin 2020 à l'encontre de 59 applications chinoises, dont TikTok et WeChat. Le ministère avait alors indiqué que ces applications pourraient porter préjudice à « la souveraineté et l'intégrité de l'Inde, la défense de l'Inde, la sécurité de l'Etat et l'ordre public ».

Suite à cette interdiction, l'application de ByteDance a indiqué [réduire son personnel](#) en Inde de 2 000 personnes. Depuis son interdiction en juin 2020, l'entreprise tentait en effet de restaurer l'application en Inde, où elle compte 200 M d'utilisateurs.

En septembre dernier, l'Inde avait déjà [interdit 118 applications mobiles](#), dont le jeu vidéo PUBG de Tencent, dans un contexte de tensions à la frontière sino-indiennes ([voir brèves du SER de Pékin du 31 août 2020](#)). Cette semaine, les autorités indiennes ont confirmé qu'un incident « mineur » avait eu lieu le 20 janvier dans le nord du Sikkim, près de la frontière chinoise.

### **Politique industrielle : des investissements dans les « nouvelles infrastructures »**

Les secteurs publics et privés investiront près de [1 322 Mds EUR d'ici 2025](#) dans les infrastructures de « nouvelle génération », notamment dans le réseau 5G et les stations de recharge de véhicules électriques (VE). La PBoC estime que ce montant d'investissements annoncé par la Chine équivaldrait à un effort de doublement des dépenses qu'elle a consacrées à ce secteur en 2019.

Ces investissements s'inscrivent dans l'initiative des « nouvelles infrastructures », qui concernent, selon la Commission Nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC), les « infrastructures de l'information » (réseaux 5G, serveurs cloud, infrastructures big data, etc.), les « infrastructures d'intégration » (transports intelligents, réseaux énergétiques connectés) et les « infrastructures d'innovation ». Ces investissements seront notamment menés au niveau local. La province de Guangdong prévoit par exemple d'investir 1 000 Mds CNY (127,9 Mds EUR) notamment dans les stations de base 5G, les réseaux de chargement de VE et hydrogène au cours des prochaines années. La province de Jilin, dans le Nord-Est, prévoit également des investissements à hauteur de 127,9 Mds EUR d'ici 2025.

Pour mémoire, le concept des « nouvelles infrastructures » a été élaboré lors de la Conférence économique de travail du gouvernement central à la fin de l'année 2018 et a été repris dans le rapport de travail du gouvernement à l'occasion des « deux assemblées » (lianghui) de mai 2020. Ces investissements constituent un élément important du plan de relance de l'économie chinoise en réponse à l'épidémie de covid-19. En mai 2020, le Premier ministre Li Keqiang avait indiqué que les « nouvelles infrastructures » et les projets de « nouvelle urbanisation » seraient prioritaires dans le cadre du plan de relance économique du gouvernement. Il a notamment insisté sur l'importance des nouvelles infrastructures pour doper la consommation, faciliter les ajustements structurels et renforcer la soutenabilité de la croissance ([voir brèves du SER de Pékin du 18 mai 2020](#)).

### **Politique industrielle : l'accent est mis sur l'innovation**

Le 25 janvier, le Premier ministre Li Keqiang a présidé un [séminaire sur le projet de rapport de travail gouvernemental](#), qui sera finalisé en mars prochain. Si la session portait sur plusieurs secteurs, dont l'éducation, les sciences, la culture, le sport et la santé, une attention particulière fut également portée sur l'innovation : Li Keqiang a notamment promu l'innovation scientifique et technologique, la recherche fondamentale et le renforcement des réformes des systèmes de science et technologie.

Dans le même temps, le nouveau directeur du Bureau central de recherche sur les politiques, Jiang Jinqun, a publié dans le *Study Times* un [éditorial](#) promouvant l'innovation comme essentielle pour faire face aux chocs économiques. S'appuyant sur l'importance de la stratégie de « circulation duale », M. Jiang insiste sur la nécessité de former des « équipes nationales » pour la recherche fondamentale, de soutenir les entreprises privées dans le développement de technologies émergentes, et de récompenser les plus méritants pour des projets de R&D menés à bien. S'attardant également sur la dépendance chinoise à certaines technologies étrangères, Jiang affirme ainsi que la « mise en œuvre de la stratégie d'autonomie scientifique et technologique est devenue un choix inévitable ».

Si ce séminaire et cet éditorial ne contiennent pas d'annonces majeures, ils dénotent de la volonté continue de faire de la Chine une « puissance technologique », telle qu'affirmée en octobre dernier lors du 5e plénum du 19e Congrès du PCC. Le communiqué de ce dernier avait également insisté sur la nécessité de renforcer les capacités nationales d'innovation de la Chine, en soutien aux politiques de développement du marché intérieur et de montée en gamme industrielle. Ce sujet figurera très probablement au cœur des enjeux identifiés par le 14ème plan quinquennal 2021-2025.

### **Télécommunications : vers une possible initiative « Open RAN » pour le développement de la 5G en Europe**

Quatre opérateurs de télécommunications européens, Deutsche Telekom, Telefonica, Vodafone et Orange ont publié un [protocole d'entente](#) dans lequel ils s'engagent à prioriser le développement de l'« Open RAN » pour les réseaux 5G. Cette technologie dite « ouverte » (Open Radio Access Network) vise à ouvrir des parties du réseau des télécommunications, ce qui donnerait aux opérateurs plus de possibilités dans le choix des équipements.

Créée en 2019, l'Alliance Open RAN, dont font partie AT&T, China Mobile, Deutsche Telekom, NTT DoCoMo et Orange, a pour but de favoriser l'arrivée de nouveaux fournisseurs sur le marché. Si l'initiative semble gagner du terrain aux Etats-Unis, où le Congrès a voté en novembre dernier une loi approuvant une enveloppe d'investissements de 750 M USD pour développer les technologies Open RAN. L'équipementier Huawei estime que cette technologie, concurrente à son offre de services 5G, va à l'encontre de ses intérêts, notamment dans un contexte où la Commission européenne avait [recommandé](#) dès janvier 2020 à ses Etats-membres de restreindre l'accès au réseau 5G à des équipementiers jugés à haut risque.

### **Propriété intellectuelle : La Chine annonce la fin des subventions au dépôt de brevets pour 2025**

Le 27 janvier, l'administration chinoise de propriété intellectuelle (CNIPA) a annoncé une réglementation plus stricte des comportements en matière de demandes de brevets. Cette

réglementation, qui s'inscrit dans l'objectif politique de faire de la Chine un grand pays de propriété intellectuelle, vise à « sévir contre les comportements anormaux » en matière de dépôts, de manière à « améliorer la qualité des demandes de brevets ».

Parmi les mesures prévues pour atteindre ces objectifs, la CNIPA annonce un ajustement des politiques incitatives, et notamment des subventions publiques en la matière. A compter de la fin du mois de juin 2021, les gouvernements locaux ne pourront ainsi plus fournir de soutien financier aux déposants de brevets à l'étape du dépôt, qu'il s'agisse de subventions ou d'autres formes d'incitations. L'octroi de financements locaux éventuels ne pourra intervenir qu'à la délivrance des brevets (en Chine ou à l'étranger), et leur montant ne pourra excéder 50% des taxes nécessaires à l'obtention d'une protection. Ces mécanismes de financement devront cependant être totalement supprimés d'ici 2025.

La publication de cette notice, deux semaines seulement après la divulgation par l'office américain de propriété intellectuelle (USPTO) d'un rapport sur l'impact des subventions publiques sur les dépôts de marques et brevets chinois interroge ([cf. brève du 11 janvier 2021](#)). Si elle est cohérente avec l'emphase mise sur l'importance du développement d'une propriété intellectuelle qualitative plus que quantitative dans les récentes annonces chinoises, elle laisse à penser que l'étude américaine pourrait avoir accéléré le mouvement.

Ce durcissement des politiques incitatives au dépôt de brevets par les autorités chinoises pourrait avoir un impact non négligeable sur les chiffres de dépôts en Chine et dans le monde. Le pays, qui est aujourd'hui le plus gros déposant au monde, a déjà vu ses statistiques de dépôts de brevets à la baisse en 2019 (une première depuis 24 ans), ce qui pouvait déjà être attribué à une diminution des mécanismes de subventions ([cf. brève du 7 décembre 2020](#)). L'impact de leur suppression à venir sur les statistiques des prochains mois et années sera certainement riche en enseignements quant aux motivations réelles des déposants chinois.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### Transport aérien : nouvel an chinois morose pour les compagnies aériennes

Dans la perspective des congés du nouvel an chinois, prévus cette année du 11 au 17 février, le comité central du PCC et le Conseil des Affaires d'Etat recommandent fortement [l'annulation de tout déplacement non essentiel](#), afin de réduire les risques de diffusion du COVID-19. Selon les médias officiels, les fonctionnaires et les personnels d'entreprises publiques ont reçu des consignes strictes interdisant les voyages pendant cette période. En outre, l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a ordonné le 26 janvier le [remboursement sans frais pour l'achat de billets d'avions](#), pour des vols programmés entre le 28 janvier et le 8 mars 2020. Cette décision fait suite à une notification précédente de la CAAC datant du 2 janvier dernier, demandant aux compagnies aériennes la mise en œuvre de remboursement sans frais s'agissant de voyages programmés vers des zones touchées par l'épidémie de COVID-19. Des mesures similaires avaient également été mises en œuvre il y a un an, au moment de l'apparition de l'épidémie en Chine.

Au 19 janvier, les réservations effectuées pour les voyages du nouvel an lunaire auraient chuté de 73,7% par rapport à la même période de congés en 2019, [selon les données de FowardKeys](#). Selon les prévisions de la CAAC pour le premier jour de la période de congés de la fête du printemps, 8850 vols sont programmés, soit une diminution de 46,7% par rapport à 2020, pour une prévision de 540 000 passagers (-71,2%). En outre, le prix moyen d'un billet d'avion, qui connaissait habituellement une inflation pendant cette période, est estimé cette année par la plateforme Qunar.com à environ 651,36 RMB (83 EUR), soit le niveau le plus bas depuis cinq ans. D'après M. Zheng Hongfeng, PDG de l'institut d'étude Variflight, ce sont quelques 6 millions de passagers en moins qui prendront l'avion pour les congés annuels. [Ce dernier ajoute](#) que : « *les résultats des compagnies aériennes chinoises vont empirer, car les facteurs de charges et les tarifs sont déjà très faibles, et les compagnies aériennes devront également faire face à une crise de trésorerie* ».

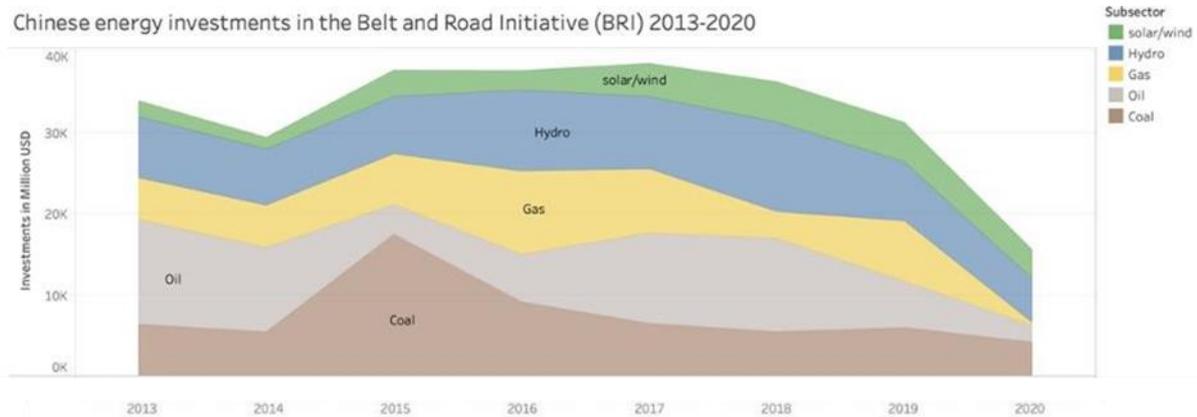
S'agissant des vols internationaux, [les suspensions de vols par la CAAC se poursuivent](#) au nom de la politique dite « 5-1 » (voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 18 janvier](#)). En outre, les autorités municipales de Pékin ont décidé, le 26 janvier, de [renforcer leur contrôle pour les passagers en provenance de vols internationaux directs](#) (aujourd'hui opérés uniquement par Air China et Hainan), en limitant les embarquements depuis l'étranger, autant que faire se peut, à des passagers chinois et à des nationaux en provenance du pays de départ, à l'exclusion de passagers de pays tiers, et en récusant toute forme de transit depuis ou via un pays tiers.

### Energie : les énergies renouvelables ont constitué la majorité des investissements énergétiques de la Chine dans le cadre de BRI en 2020, avec une forte baisse du volume total liée à la pandémie

Un [rapport](#) publié par le *Green Belt and Road Initiative Center* et l'*International Institute of Green Finance* (IIGF) analyse les investissements réalisés par la Chine en 2020 dans le cadre de l'initiative « Belt and Road » (BRI).

Selon le rapport, les investissements chinois à l'étranger dans les 138 pays de la BRI ont atteint 47 Mds USD en 2020, soit une baisse de 54% par rapport à 2019. Ceci constitue la plus faible valeur depuis le lancement de la stratégie BRI en 2013 et s'explique par l'impact de la pandémie de Covid-19. Environ 20 Mds USD concernaient des investissements liés à l'énergie, dont 35% pour l'hydraulique, 27% pour le charbon et 23% pour le solaire/éolien. De fait, les énergies renouvelables ont représenté pour la première fois l'année dernière la majorité des investissements énergétiques chinois dans le cadre de BRI (contre 35% en 2017).

Le rapport présente par ailleurs plusieurs recommandations, notamment la standardisation des normes environnementales et sociales dans l'évaluation des projets et la gestion des risques, en faisant référence à la typologie présentée dans une étude publiée en décembre 2020 par la *BRI International Green Development Coalition* et soutenue par le ministère de l'Ecologie et l'Environnement (voir [Brèves du SER de Pékin](#), semaine du 7 décembre 2020).



Investissements chinois dans l'énergie dans le cadre de l'initiative "Belt and Road". (Source: IIGF Green Bri Center)

### Traitement des eaux : Suez annonce la signature de 266 millions d'euros de nouveaux contrats avec la Chine

Le groupe français Suez, spécialisé dans la gestion de l'eau et des déchets a [annoncé](#) mercredi la signature d'une série de contrats dans différentes villes et provinces de Chine (Beijing, Shanghai, provinces du Shaanxi, du Guizhou, du Liaoning, du Shandong, du Jiangsu, du Zhejiang et du Guangdong), pour une valeur totale d'environ 266 MEUR.

Suez a notamment signé deux nouveaux contrats de traitement des eaux usées avec China National Petroleum Corporation (CNPC) - avec qui le groupe collabore depuis 2007 - à Yulin (Shaanxi) et à Dalian (Liaoning). Un autre concernant des services d'approvisionnement en eau et de gestion des eaux usées du parc industriel Shanghai Chemical a été conclu avec le chinois Invista pour une durée de 25 ans. Suez a également renforcé son partenariat avec Panjin Water Group pour l'opération conjointe d'une station de traitement d'eau potable à Panjin (Liaoning). Enfin le groupe a annoncé la signature d'un accord de coopération stratégique avec Inner Mongolia Environmental Group en Mongolie Intérieure pour la fourniture de services environnementaux intelligents.

Pour rappel, Suez avait déjà annoncé début janvier le renforcement de sa présence en Chine avec le rachat des parts détenues par son partenaire chinois NWS dans leurs coentreprises Suez NWS et Suyu pour 693 MEUR.

### Aéronautique : COMAC espère une certification du C919 cette année

L'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a annoncé avoir effectué le 22 janvier le [premier vol test de certification du monocouloir C919 de COMAC](#), depuis l'aéroport de Yanlian à Xi'an, avec le prototype 104, portant sur l'étalonnage de la vitesse de l'appareil. Cela inaugure la campagne finale de certification menée par la CAAC portant sur les exigences de navigabilité du C919, incluant un programme de 430 vols tests. Cette campagne fait suite à la « [type inspection autorisation](#) » délivrée par la CAAC, le 27 novembre dernier, signifiant que le design et la conception du C919 ont été finalisés, vérifiés, et qu'aucune modification majeure ne sera apportée à sa structure. COMAC espère une

finalisation des procédures par la CAAC [avant la fin de l'année 2021](#), dans l'objectif de livraison du premier appareil à OTT Airlines, [client de lancement du C919 en Chine](#), filiale de China Eastern créée en février dernier. Il s'agirait de la première certification de navigabilité réalisé en propre par la CAAC pour un avion civil de ce gabarit. Le C919 de COMAC, monocouloir de plus de 150 sièges, est un programme lancé en 2008 et dont le premier vol d'essai remonte à mai 2017. Il sera un concurrent chinois des appareils Airbus de la famille A320 et des Boeing 737. A noter que la version 737 MAX n'a toujours pas été certifiée de nouveau par la CAAC, après que cette dernière ait décidé du retrait des autorisations en mars 2019 suite aux deux accidents aériens de l'appareil de Boeing en Ethiopie et en Indonésie (346 morts, passagers et équipages), tandis que de leur côté, les autorités américaines, brésiliennes, canadiennes et [européennes](#), ont donné leur feu vert pour un retour du monocouloir de Boeing dans les espaces aériens dont elles assurent la surveillance et la sécurité.

### **Transport aérien : chiffres clefs 2020 du marché des services aériens en Chine**

Un [rapport récent du cabinet d'étude chinois Variflight](#) a compulsé les données essentielles du marché chinois en 2020 et les performances (non financières) des compagnies chinoises, largement affectées par l'épidémie de COVID-19. L'an dernier, les compagnies chinoises ont totalisé 3,577 millions de vols (- 26,63% par rapport à 2019), avec une offre de capacité de 634,36 millions de sièges (-27,28%), représentant 8022 liaisons aériennes, dont 7566 sur le réseau intérieur et 456 à l'international (en incluant Hong-Kong et Macao).

Si, en janvier 2020, on pouvait constater en g.a. un recul de -0,43% sur le marché intérieur et une progression de +4% sur le marché international, la crise épidémique a entraîné dès le mois de février un effondrement de l'offre, à -71,72% sur le domestique et -74,76% pour les vols étrangers. Le marché intérieur de services aériens s'est depuis progressivement redressé, et a même renoué avec la croissance, à partir de septembre. A l'inverse, le marché des vols internationaux reste largement contraint par les mesures de prévention sanitaires au départ hors de Chine et à l'arrivée sur le territoire, ainsi que par la politique nationale de restriction des vols internationaux initiée en mars, dite politique « 5-1 », incluant notamment une limitation drastique des routes et des fréquences, un plafonnement du taux de remplissage, des déroutements vers des escales sanitaires intermédiaires préalables pour des destinations comme Pékin et désormais Canton, suspension des liaisons aériennes en fonction du nombre de passagers détectés positifs au COVID-19 en Chine, etc. Ces régulations conduisent nécessairement à des performances médiocres pour le marché des services aériens internationaux en Chine en 2020.

Parmi d'autres résultats parmi les plus saillants relevés par Variflight en 2020 sur le marché chinois des services aériens : China Southern se classe première compagnie chinoise pour l'offre globale de capacité (109,55 millions de sièges offerts au total, dont 105,43 millions sur le seul réseau intérieur) ; Air China est la première sur le réseau international (offre de 7,45 millions de sièges, avec une diminution d'activité de « seulement » -65,08% par rapport à 2019) ; China Eastern est n°1 en matière de connectivité, avec 988 liaisons aériennes proposées (dont 892 sur le marché intérieur et 96 à l'international) ; Shandong Airlines est la compagnie la plus ponctuelle en Chine en 2020 (89,49% des vols à l'heure programmée). Au total, les compagnies chinoises auront transporté 412,55 millions de passagers en 2020 (-35,1% par rapport à 2019) avec, sans grande surprise, un top 3 constitué de China Southern (68,33 millions de pax), China Eastern (61,63 M) et Air China (42,48 M). Le taux moyen de remplissage aura été de 79,65% (à comparer au taux moyen de 86% en 2019), et c'est Hainan Airlines qui obtient sur ce critère la meilleure performance annuelle (82,77%), devant Shandong Airlines (80,79%).

## **Aéroports : chiffres clefs 2020 du secteur en Chine**

Dans une [autre étude](#), le cabinet chinois Variflight détaille les données essentielles du secteur aéroportuaire en 2020. En 2020, les 238 aéroports civils de Chine continentale enregistrent 3,56 millions de vols (-25,67% par rapport à 2019), dont 3,48 M pour le marché intérieur (-18,68%), environ 878 000 vols pour l'international (incluant Hong-Kong et Macao, soit une baisse de -80,96% en année pleine). Au total, les aéroports chinois ont proposé l'an dernier 11 271 routes, dont 9814 sur le réseau intérieur et 1457 liaisons internationales. Le taux moyen de ponctualité est de 79,51%, avec un retard moyen constaté de 20,9 minutes par vol. L'impact de la pandémie de COVID-19 a commencé à se manifester dès le mois de février 2020, avec -74% de fréquentation pour le marché international en g.a, resté bloqué à -90% depuis le mois d'avril. La baisse a été similaire pour le marché domestique (-71 % en février), qui s'est cependant progressivement stabilisé, pour atteindre une croissance moyenne de près de 4% lors du dernier quadrimestre 2020.

Parmi les résultats les plus saillants relevés par Variflight en 2020 pour les aéroports chinois: 9 aéroports chinois ont accueilli plus de 30 millions de passagers (contre 11 en 2019) et 27 aéroports ont totalisé plus de 10 millions passagers (12 de moins qu'en 2019). Cette grosse trentaine d'aéroports principaux représente 68,1% de la totalité de passagers. Tous ces aéroports principaux ont connu des performances moindres par rapport à 2019, à l'exception de nouvel aéroport de Pékin Daxing, mais qui ne fut inauguré qu'en octobre 2019.

De manière générale, compte tenu de l'étendue de leur marché intérieur, avec la reprise enregistrée lors du S2 2020 et la dégradation sur le plan mondial du trafic aérien du fait de l'expansion de la pandémie de COVID-19, les performances des aéroports chinois en 2020 leur permettent d'atteindre également les premiers rangs cette année. Ainsi, si l'aéroport de Shanghai Pudong a été en 2020 l'aéroport chinois proposant la plus grande connectivité, avec 355 liaisons aériennes (225 sur le marché intérieur et 130 à l'international), il atteint aussi la tête du classement sur le plan global, comme [l'a annoncé](#) l'Association du transport aérien mondial (IATA), la Chine s'arrogeant d'ailleurs les 4 premières places du palmarès sur ce critère (outre Shanghai Pudong, les aéroports de Pékin, Guangzhou et Chengdu). En outre, avec 43,7 M de passagers en, l'aéroport de Canton Baiyun aura été l'aéroport le plus fréquenté en Chine, et [le premier dans le monde](#) en 2020 (devant Atlanta). Toutefois, cette performance est également à nuancer, car elle ne relève que du trafic domestique.

## **Pollution: Pékin dévoile un plan pour réduire la pollution atmosphérique de la capitale d'ici 2025**

La municipalité de Pékin a dévoilé un [projet d'orientations](#) pour la capitale pour le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal (2021-2025), comprenant également une vision à l'horizon 2035. Une stratégie de préservation de l'environnement et de réduction de la pollution y est présentée, qui comprend notamment la mise en place d'une zone à très faibles émissions dans le centre de Pékin (quartiers de Dongcheng et Xicheng), où les voitures diesel seront bannies d'ici cinq ans. En outre, le plan indique que la municipalité remplacera les véhicules à usage public (bus, taxis, véhicules postaux...) par des véhicules à énergie nouvelle (VEN). Les particuliers seront de même encouragés à remplacer leurs véhicules thermiques et le déploiement de stations de recharge pour les VEN sera accéléré. La nouvelle stratégie municipale prévoit d'éliminer totalement les jours de forte pollution pendant la période du 14<sup>ème</sup> plan, Pékin ayant récemment [annoncé](#) une baisse de 53% de la densité en particules fines PM2.5 sur les cinq dernières années et de 23% pour les émissions de CO2.

Des objectifs de reboisement et de création d'espaces verts sont également donnés, avec la création d'une « ceinture verte » autour de la capitale, 75% de la superficie municipale devant être intégré dans une zone de protection écologique d'ici 2025.

Concernant la gestion des eaux et déchets, l'objectif annoncé est de parvenir à un taux de traitement des eaux usées de 98% et d'atteindre une capacité d'incinération des déchets de 31 000 tonnes par jour d'ici 2025.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

**ACTUALITES REGIONALES****Shanghai : forte croissance du revenus des industries "online" en 2020**

Différents secteurs de l'industrie en ligne de Shanghai enregistrent une forte croissance de leurs revenus annuels en 2020. L'industrie des jeux-vidéos a enregistré 120,6 Mds CNY de chiffre d'affaires annuels, en croissance de +50 %. La littérature en ligne a enregistré un chiffre d'affaires de 11,5 Mds CNY, en croissance de +37,7 %. La participation des lecteurs a également augmenté : le concours annuel de littérature de Shanghai a reçu plus de 22 000 candidatures, en augmentation de +60,7 %.

[Source](#)

**Zhejiang : le PIB de 2020 atteint 6461 Mds CNY, +3,6 % de croissance**

Malgré l'épidémie, le Zhejiang a maintenu une croissance positive à +3,6 % et enregistré un PIB de 6461 Mds CNY. En cinq ans, la province a augmenté ses dépenses en R&D de 2,3 % à 2,8 % du PIB. La valeur ajoutée industrielle totale a vu la part des industries de haute technologie passer de 37,2% à 59,6% et celle des industries du numérique à 10,9 %. A l'imminence de la publication de son 14ème plan quinquennal, le Zhejiang proposerait d'ici 2025 un objectif de 8500 Mds CNY de PIB et des dépenses en R&D à 3,3 % du PIB.

[Source](#)

**Sud-ouest : croissance nettement au-dessus de la moyenne nationale en 2020, particulièrement au Guizhou**

Le Sichuan, Chongqing et le Yunnan ont enregistré des croissances respectives de [3,8](#), [3,9](#) et [4 %](#) selon les chiffres préliminaires diffusés lors des réunions provinciales des lianghui. Le Sichuan a notamment enregistré une hausse de 19 % de son commerce extérieur en valeur (+12,5 % pour Chongqing), dans le sillage d'une hausse de 49 % de ses exportations de tablettes et de 29 % de ses exportations d'ordinateurs portables. Le Yunnan a réalisé ce taux de croissance en dépit d'un [recul de 35,1 % du nombre de visiteurs](#), à 529 millions, générant un chiffre d'affaires de 647,7 Md CNY.

La performance la plus notable est celle du [Guizhou, à +4,5 % de croissance](#). Le secteur primaire a connu une croissance de 6,3%, étant à l'origine d'une bonne partie de la [hausse de 31,9 % des exportations en valeur](#), à 43,2 Md CNY, grâce notamment à la production de thé. De janvier à novembre, le chiffre d'affaires des secteurs des services d'internet et du transport multimodal ont respectivement grimpé de 115,7% et de 93,4% par rapport à la même période en 2019, le premier chiffre suggérant la possible mise en œuvre de la spécialisation programmée pour la province dans le domaine des services de *big data*.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## HONG KONG et MACAO

### HONG KONG

**OMC plainte de Hong Kong contre les Etats-Unis à l'OMC :** Hong Kong a déposé le 25 janvier auprès de l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC sa 1<sup>ère</sup> demande d'établissement d'un groupe spécial dans le cadre de la plainte déposée le 30 octobre à l'encontre des Etats-Unis au sujet des mesures américaines imposant depuis novembre que les marchandises produites à Hong Kong soient marquées comme provenant de Chine. Les Etats-Unis se sont opposés à cette demande invoquant la transition en cours de la nouvelle administration. Lors de la prochaine réunion de l'ORD, Hong Kong demandera très probablement une seconde fois l'établissement d'un groupe spécial et les Etats-Unis ne pourront pas s'y opposer.

**Commerce extérieur :** les exportations hongkongaises reculent légèrement en 2020 (-1,5%), ainsi que les importations (-3,3%). Le déficit commercial, de Hong Kong s'établit à 44,5 Mds USD (contre 55 Mds USD pour 2019), soit 8,9% de la valeur des biens importés sur l'année 2020. En ce qui concerne la distribution géographique de ces flux pour l'année 2020, il est à noter que parmi les clients de Hong Kong, ce sont l'Inde (-17,6%), Singapour (-17,5%), les États-Unis (-14,9%), l'Allemagne (-14,5%) et le Japon (-9,7%) qui ont vu le plus décroître les exportations hongkongaises. Elles ont en revanche progressé vers Taïwan (+11,6%), le Vietnam (+5,3%) et la Chine continentale (+5,1%). Du côté des fournisseurs de Hong Kong, les importations ont le plus reculé en 2020 en provenance des États-Unis (-17,9%), de Chine continentale (-6,5%) et du Japon (-5%). Les importations hongkongaises ont en revanche augmenté en provenance du Vietnam (+28,4%), de Taïwan (+22,8%), de Corée du Sud (+12,3%) et de Singapour (+8,1%).

Les données de décembre publiées le 26 janvier par le *Census and Statistics Department* font état d'une hausse de 11,7% des exportations en glissement annuel. Les importations sont également en hausse de 14,1%. Cette reprise s'explique par la forte reprise de la demande extérieure, en Asie (hausse des exports hongkongais de +13,8% en g.a) et tout particulièrement en Chine continentale (+17,5%). Pour mémoire, les exportations et importations hongkongaises avaient déjà respectivement progressé de 5,6% et 5,1% en novembre 2020 (glissement annuel).

**Finance verte :** suite au *roadshow* virtuel du 25 janvier, le projet d'émission verte du gouvernement hongkongais pour 2,5 Mds USD a connu un succès important auprès des investisseurs, les trois différentes tranches offertes ayant été largement sursouscrites (x5 pour les obligations à 5 et 10 ans et x7 pour la tranche à 30 ans). Cela a représenté au total une demande excédentaire de 17 Mds USD pour les trois maturités. Outre l'ampleur de la demande pour cette émission, il est à noter que la tranche à 30 ans était la plus longue maturité jamais offerte par le gouvernement hongkongais (obligations vertes et conventionnelles confondues), et la première obligation verte de cette maturité offerte par un gouvernement en Asie.

La large demande qu'a suscitée cette émission a permis au gouvernement de la RAS d'offrir des spreads plus resserrés qu'initialement prévu vis-à-vis des bons du trésor américain, à 22,5 points de base (pb) sur l'obligation à 5 ans (contre une orientation finale à 25 pb), 37,5 pb sur le 10 ans (orientation finale à 40 pb) et 62,5 pb sur le 30 ans (90 pb). Les taux à maturité offerts pour les obligations à 5, 10 et 30 ans ont ainsi été respectivement de 0,635%, 1,141% et 2,431%.

CACIB a joué un rôle majeur dans cette émission verte en tant que *Joint Global Coordinator* aux côtés de HSBC, de même que BNP CIB, *Joint Bookrunner*.

L'émission est prévue le 2 février 2021 à la Bourse de Hong Kong et celle de Londres London Stock Exchange.

**Secteur aérien** : une nouvelle règle sera appliquée au 1er février aux équipages basés à Hong Kong, leur imposant une quarantaine de 14 jours en hôtel désigné puis une semaine de surveillance. Cathay a indiqué que cette mesure entraînera une contraction supplémentaire de ses vols passagers de 60% et de ses vols cargos de 25%. Ses pertes de trésorerie augmenteront de 300 M par mois, en plus des pertes enregistrées de 1 à 1,5 Mds \$. En 2020 le nombre de passagers transportés par Cathay Pacific et Cathay Dragon (fermé fin 2020) a chuté de 86,9% avec une capacité réduite de 78,8%. Les revenus cargo se sont contractés de 23,7% et le tonnage transporté de 34,1% malgré une reprise en décembre de +3%. Federal Express a annoncé le 28 janvier envisager relocaliser ses équipages aux Etats-Unis.

**Smart City** : le français Flowbird et Hong Kong Telecom ont réalisé pour le gouvernement de Hong Kong la conception de solutions de parking intelligent et le déploiement des nouveaux parcmètres a débuté le 20 janvier 2021. Une nouvelle application est déployée HKeMeter pour permettre des paiements sans contact et des senseurs détecteront les places disponibles.

**Guide Michelin** : la 13<sup>ème</sup> édition du Guide Michelin 2021 pour Hong Kong et Macao (présentée le 27 janvier en ligne) a récompensé 69 restaurants à Hong Kong (1 de moins par rapport à 2019) et 18 à Macao (1 de moins). Huit restaurants ont reçu pour la première fois leur 1<sup>ère</sup> étoile et deux leur 2<sup>ème</sup> étoile (y compris un restaurant français L'Envol à l'Hôtel St. Régis). En Asie, Hong Kong compte le deuxième plus grand nombre de restaurants étoilés après Tokyo (212 en 2021).

## MACAO

**Casinos** : *Londoner Macao*, nouveau complexe hôtelier et casino du groupe américain *Sands China Ltd* ouvrira le 8 février 2021 et progressivement les autres parties du complexe d'ici la fin d'année. Ce projet représente un investissement de 1,9 Md USD et emploie 5 700 personnes. Les complexes intégrés de Sands China Ltd à Macao (sur le *Cotai Strip*) comprennent le *Venetian Macao*, le *Plaza Macao*, le *Parisian Macao* et le *Londoner Macao*.

## TAIWAN

**TIER : le think tank taïwanais prévoit une croissance de 4,3% pour Taïwan en 2021**

Le « [Taiwan Institute of Economic Research](#) » (TIER), a récemment revu ses [prévisions de croissance à la hausse, de 4,01% à 4,3% pour l'année 2021](#), contre 3,83% pour la DGBAS et 3,68% pour la CBC. Le TIER estime que les investissements du secteur privé contribueront à hauteur de 4,83% à la croissance en raison des investissements des entreprises de technologie, notamment de TSMC (entre 25 et 28 Mds USD). Selon les [statistiques prévisionnelles du TIER](#), la consommation privée devrait augmenter de 4,13% et les dépenses publiques de 1,99% ; quant au commerce extérieur, les exportations de biens et de services, comme les importations, devraient augmenter respectivement de 4,87% et de 4,47%. Pour 2020, le TIER table sur une croissance de 1,91%, contre 2,54% pour la DGBAS et 2,58% pour la CBC.

**Commerce de détail : les ventes en ligne ont fortement progressé en 2020**

D'après le MOEA, [le commerce de détail s'est élevé, en 2020, à 3 861 Mds TWD \(près de 136 Mds USD\)](#), soit une augmentation de 0,2% par rapport à 2019. Il aurait notamment bénéficié des restrictions aux voyages à l'étranger imposées à la population taïwanaise et du retour de taïwanais disposant d'un haut niveau de revenu en raison de la pandémie de Covid-19. Les ventes en ligne ont progressé de 19% à 341,8 Mds TWD, en 2020, soit 8,9% du total du commerce de détail (7,5% en 2019). Le commerce de gros progresse également de 2,5% à 10 506 Mds TWD alors que celui des produits alimentaires et des boissons diminue de 4,2% à 777,6 Mds TWD. Cette dernière baisse est inférieure à celle des exportations de produits des IAA françaises vers Taïwan sur les 11 premiers mois de 2020 (-13,6%).

**Semi-conducteurs : MediaTek dévoile ses dernières puces 5G**

[MediaTek](#) a récemment annoncé la sortie à la fin du trimestre de ses nouvelles puces 5G Dimensity 1100 et 1200. Fabriquées chez TSMC selon les procédés 6 nm, ces nouvelles puces offriraient de meilleures performances et seraient notamment moins consommatrices en énergie. Les groupes chinois Xiaomi, Realme, Vivo et Oppo feraient partie des tous premiers clients de la « fabless » taïwanaise. En 2020, MediaTek a vendu 45 M de puces Dimensity, soit une part de marché mondial de 22% pour les puces 5G. Le groupe taiwanais basé à Hsinchu estime que la production de téléphones 5G devrait atteindre 500 M, en 2021, 200 opérateurs télécoms étant sur le point de déployer leur réseau 5G.

**Scooter électrique : le gouvernement annonce de nouvelles subventions**

Alors que le marché des scooters est en plein essor à Taïwan avec plus d'un million de ventes, en 2020, un record depuis 25 ans, [celui des scooters électriques](#) chute de 40% avec moins de 99 000 unités vendues. Cette baisse s'explique par la réduction des subventions et l'adoption d'un mécanisme identique pour soutenir la filière des scooters à essence. Les constructeurs traditionnels Kymco (+33%) et Sym (+29%) [ont ainsi repris des parts de marché](#) notamment à la marque Gogoro (+7%). Afin de relancer les ventes de scooters électriques, le Bureau du Développement industriel (IDB) du MOEA a annoncé en janvier de nouvelles subventions : entre 5100 et 7000 TWD (148 à 203 EUR) selon les modèles et 3000 TWD (87 EUR) pour l'achat d'une batterie fabriquée localement. Il sera possible de cumuler les aides des collectivités locales et de l'EPA pour le remplacement d'un scooter ancien. Avec l'ajout de 80 nouvelles *Super GoStation* de recharge, Gogoro devrait disposer d'un parc de plus de 2100 stations en 2021 à Taïwan.

**MONGOLIE****COVID19 et PME : la BERD et la Banque de Mongolie annoncent la mise en place d'un mécanisme de swap dollar-tugrik pour soutenir les entreprises touchées par le virus**

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque de Mongolie (BOM) ont annoncé la mise en place d'une facilité de swap dollar-tugrik à long terme, visant à accroître l'accès des PME mongoles aux financements en tugrik (MNT). Le mécanisme d'échange doit améliorer la compétitivité et la résilience des entreprises mongoles, en mettant l'accent sur les petites et moyennes entreprises (PME), qui emploient plus de 40% de la population du pays. La ligne de swap permettra à la BERD proposer des prêts en monnaie locale en direct ou à travers des intermédiaires financiers nationaux à des entreprises opérant notamment dans les secteurs de l'agro-industrie, des

matériaux de construction, de l'industrie légère et des services. La BERD a alloué en 2020 plus de 150 MEUR en Mongolie de prêts, finançant des projets allant du développement d'infrastructures clés au soutien des petites entreprises locales, principalement par le biais d'intermédiaires financiers. La banque a investi plus de 1,8 Md EUR dans 113 projets depuis le lancement de ses activités dans le pays en 2006.

## Power of Siberia 2 : lancement des travaux de conception et de design en Mongolie

La société Gazprom a annoncé le 22 janvier 2021 l'enregistrement de la société Gazoprovod Soyuz Vostok en Mongolie. Cette dernière a été créée dans le but d'effectuer des travaux de conception et de mener une étude de faisabilité relative à la création du gazoduc Soyuz Vostok (d'une capacité 1,3 fois supérieure à celle de Power of Siberia) ayant vocation à alimenter la Chine en gaz russe à travers la Mongolie. En décembre 2019, le gouvernement de la Mongolie et Gazprom ont signé un protocole prévoyant une évaluation conjointe de la faisabilité de ce projet, confirmé par un protocole d'intention signé en août 2020, prévoyant la création d'une société spécialisée en Mongolie.

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Auteur :** SER de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei, Service économique d'Oulan-Bator

**Adresse :** N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PEKIN – RPC

**Rédigé par :** Lennig Chalmel, Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Lianyi Xu, Pascal Millard, Dominique Grass, Li Wei, Maxime Sabourin, Max Chang, Odile Huang, Hugo Debrouse, Charlotte Lau, Chen Cheng

**Revu par :** David Karmouni, Antoine Moisson, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, Orhan Chiali, François Lemal

**Responsable de publication :** Jean-Marc Fenet

[S'abonner / Se désabonner](#)



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale  
du Trésor